



Grimper sur le Matatu en route vers Maputo, Mozambique.

7

Conclusions

Le développement urbain s'il était mieux géré pourrait jouer un rôle significatif de promotion des économies africaines dans une direction de croissance économique plus forte et plus durable.

PREMIÈREMENT, il faut reconnaître et dépasser les mythes qui obscurcissent bien souvent le débat sur le développement urbain africain :

Le mythe démographique :

- Les pays africains ne s'urbanisent pas plus vite que ne l'ont fait les autres pays et la répartition entre grandes et très petites villes en Afrique n'est pas inhabituelle, compte tenu de leur niveau de développement. Cela ayant été dit, le taux en valeur absolue de la croissance urbaine n'a pas de précédent historique et représente un défi de gestion urbaine, en particulier dans les villes secondaires qui offrent généralement le moins de services.
- Les migrations internes ne sont pas la seule ni même la principale source de croissance urbaine dans la plupart des pays, ni ne sont la cause de la pauvreté urbaine. Bien que les données soient limitées, les chiffres indiquent que les migrations ont été tout compte fait favorables tant pour les zones émettrices que réceptrices en Afrique. Mais la mobilité des populations est plus forte que le modèle rural-urbain ne l'indique et les ménages pratiquent de sages options de diversification de leurs activités dans les deux zones.

Le mythe de l'économie urbaine : On ne peut réduire l'Afrique à une "urbanisation sans croissance", et ces termes ne correspondent à rien dans bien des pays. La croissance économique constatée dans la dernière décennie provient essentiellement des secteurs basés en milieu urbain (industries et services) et ceci est tout particulièrement vrai des pays les plus performants. Le problème c'est que les villes n'ont clairement pas fait l'effort de se mettre à niveau pour atteindre leur potentiel de production en raison de négligences et de gestions défailtantes.

Le mythe des villes et de la pauvreté : La pauvreté urbaine n'est pas déterminée principalement par la croissance urbaine, elle n'est pas non plus une manifestation d'échec des économies urbaines. On note que les insuffisances constatées dans les villes et les problèmes de santé publique émergents qui en découlent, sont le fruit de défaillances institutionnelles qui assurent le maintien des exclusions sociales et des inégalités entre les pauvres des zones urbaines et les habitants des

Les administrations locales peuvent devenir les meilleurs défenseurs des villes, en se rapprochant les unes des autres pour partager les expériences et les informations leur permettant de mieux plaider leur cause.

zones urbaines qui ne sont pas pauvres.

DEUXIÈMEMENT, il sera nécessaire de reconnaître quel peut être l'apport des villes aux programmes de développement national, et ce que ceci demande en retour. Le dialogue du développement des dernières trente années a été souvent (et demeure souvent) imprégné du préjugé voulant que toute attention portée aux villes soit marquée par le "biais urbain". Pourtant les villes souffrent des effets des politiques urbaines vraiment défailtantes et négligentes (pas de sécurité financière, investissements dérisoires dans les équipements publics), des incitations aberrantes qui faussent l'usage des

terres et d'autres investissements, ainsi que des traitements malveillants que subissent des parts importantes des populations dont la ville dépend. Ce que les défenseurs des villes et ses critiques doivent maintenant entreprendre c'est d'analyser très honnêtement et attentivement et de manière large quels sont les apports du phénomène urbain au développement national et, réciproquement, de quels appuis ont besoin les villes et les collectivités locales pour être en mesure d'atteindre ces résultats.

Les villes contribuent de manière essentielle aux priorités de développement nationales dans de nombreux domaines.

- **La transition agricole.** En suscitant un marché demandeur de produits agricoles et d'activités non agricoles dans les zones rurales, les villes sont des viviers sous-utilisés pouvant stimuler l'intensification agricole et l'évolution vers des productions à plus forte valeur. Les villes sont un chaînon clé du "cercle vertueux" qui relie les bien-être urbains et ruraux. Dans bien des cas, débloquer les goulets d'étranglement qui freinent les performances des villes favorisera le développement du "cercle vertueux".
- **Le développement du secteur privé.** Les villes attirent les entrepreneurs en procurant des centres de demande (marchés plus étendus), de partage des informations, des accès relativement plus aisés au crédit et des ressources permettant de faire face aux prises de risque en offrant des possibilités d'accès à d'autres revenus et d'autres réseaux d'entrepreneurs. Malheureusement bien des entreprises ne bénéficient pas des avantages de coûts que devraient leur procurer leurs implantations urbaines en raison des défaillances des institutions urbaines.
- **La modernisation économique.** Qu'il s'agisse d'obtenir des accès aux marchés à l'exportation ou de rendre les marchés intérieurs plus concurrentiels, les pays d'Afrique devront soutenir la productivité en mobilisant les connaissances, les compétences, la technologie et l'innovation, facteurs qui sont largement présents dans les zones urbaines (et les grandes villes). Mais pour bien des habitants des villes africaines, les facilités publiques se réduisent encore aujourd'hui à espérer qu'un jour les ordures seront ramassées régulièrement, les systèmes de drainage fonctionneront sans déborder après les pluies et les maisons auront des toilettes. Les africains ont besoin de leurs villes pour que l'économie se transforme, mais ils ont aussi besoin de transformer leurs villes.
- **La gouvernance et la pérennité fiscale.** La qualité de la gouvernance et de la gestion financière est la marque principale et le déterminant majeur d'une ville fonctionnant bien. Les villes africaines ne peuvent aborder ce nouveau millénaire sans envisager des améliorations systématiques de la responsabilisation au niveau local et de la fourniture des services. Dans un cadre incitatif convenable, les municipalités peuvent faire la preuve de sérieuses améliorations de la mobilisation des ressources et de pratiques d'emprunts responsables. Beaucoup le font déjà et offrent des exemples concrets de bonne administration.

Le développement urbain s'il était mieux géré pourrait jouer un rôle significatif de promotion des économies africaines dans une direction de croissance économique plus forte et plus durable. Les critiques des externalités négatives subies dans un grand nombre de villes africaines sont nombreuses : problèmes de dégradation environnementale, de congestion, et de plus en plus, de criminalité, et elles traduisent de sérieuses négligences. Pour parler crûment : comment peut-on avancer que les déséconomies dans les villes africaines l'emportent sur les aspects bénéfiques quand il n'y a quasiment pas de système de transport public opérationnel ni de système de ramassage des ordures adéquat, que l'État possède la plupart des terres réduisant à la portion congrue le marché foncier et limitant les possibilités d'équipements publics, et quand la mortalité infantile augmente parce que l'assainissement public est défaillant dans les quartiers où s'entasse la majorité de la main d'œuvre?

Les villes africaines sont capables de devenir de solides plateformes et laboratoires pour toutes les démarches économiques et sociales nécessaires à la croissance et la productivité créatrices de richesse. Ces comportements économiques et sociaux favorables englobent l'innovation créative, les applications technologiques, l'entrepreneuriat, l'ouverture au changement et la prise de risque. Les opportunités sont plus nombreuses dans les villes pour les individus et les entreprises même si les problèmes y ont aussi plus pressants. Le dynamisme dû aux agglomérations et aux migrations est aussi fort dans cette Région qu'il l'a été ailleurs. Libérer le potentiel des villes africaines en remédiant aux faiblesses structurelles des marchés fonciers, des transports publics et des services urbains réduirait des "contraintes fortes" pesant sur la croissance future de l'Afrique. Une telle stratégie aurait au moins le mérite de créer un environnement plus accueillant pour les investisseurs et les travailleurs qui ne manqueront pas d'être toujours plus nombreux sur les marchés urbains.

TROISIÈMEMENT, il faudra être attentif au développement du rôle des villes et de leurs autorités locales dans le programme de développement



Nouveau quartier de bidonvilles à Nouakchott, Mauritanie.

JORGEN SCHYTTE/Still Pictures

national. C'est ce que font de plus en plus les États africains qui écoutent leurs concitoyens et qui sont déterminés à favoriser la croissance durable. Les administrations locales peuvent devenir les meilleurs défenseurs des villes, en se rapprochant les unes des autres pour partager les expériences et les informations leur permettant de mieux plaider leur cause (comme l'ont fait les métropoles de l'Afrique du Sud). Les gouvernements et les bailleurs de fonds extérieurs devraient être très attentifs aux opinions exprimées par les autorités locales et les faire participer aux échanges de vue sur l'éventail de politiques et d'actions les concernant. Ceci impliquerait d'associer les responsables locaux à la stratégie de développement nationale, ainsi qu'à la conception et l'interprétation des enquêtes nationales sur la pauvreté, aux analyses du climat des investissements, à la planification des investissements régionaux et aux grands projets sectoriels et à l'élaboration des réformes fiscales majeures. L'appui à ces efforts, aux nombreuses bonnes pratiques, à l'analyse des échecs des programmes d'assistance passés (y compris de ceux de la Banque) devrait être poursuivi avec vigueur pour libérer le potentiel de contribution des villes au développement.